

Unité départementale de la Loire-Atlantique  
5 rue Françoise Giroud  
44200 Nantes

Nantes, le 03/08/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION**

LA GASSUN

44410 HERBIGNAC

Références : N4-2023-639-RI  
Code AIOT : 0006301007

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/06/2023 dans l'établissement EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION implanté LIEU DIT LA GASSUN 44410 HERBIGNAC. L'inspection a été annoncée le 27/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- EURIAL INGREDIENTS ET NUTRITION
- LIEU DIT LA GASSUN 44410 HERBIGNAC
- Code AIOT : 0006301007
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société EURIAL INGREDIENTS (ex-HERBIGNAC CHEESE INGREDIENTS (HCI)) fait partie de la branche lait EURIAL du groupe AGRIAL.

Elle est spécialisée dans la production de fromage mozzarella et de caséine, la valorisation des coproduits issus de la fabrication de fromage et de caséine et la concentration et le séchage de produits laitiers.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- suites précédentes inspections
- suivi de la qualité des rejets atmosphériques
- suivi de la qualité des eaux rejetées
- suivi du milieu (eaux)

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Suites précédentes inspections	/	/	Sans objet
2	Rejets atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 2.3.1	/	Sans objet
3	qualité des eaux rejetées	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, articles 3.4.3, 3.4.4 et 3.4.5	/	Sans objet
4	Suivi du milieu (eaux)	Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, articles 3.4.3 et 3.4.5	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a montré que le site fait l'objet d'un bon suivi et que des actions sont engagées (étude compatibilité milieu et cartographie des eaux issues du lait). Elle a en revanche mis en évidence quelques points à améliorer :

- Analyses des eaux pluviales et des eaux issues du lait à réaliser.
- Problématique des vitesses d'éjection des fumées
- Hypothèse de non fonctionnement de l'extraction d'urgence en salles des machines à prendre en compte dans l'étude de dangers (celle-ci n'étant pas secourue électriquement)

### 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Suites précédentes inspections</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Autre du 27/04/2023
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, TAR et NH3
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Inspection 2021 (Légionelles) :</p> <p>Art. 23 - AM du 14/12/2013 :</p> <p>- "L'exploitant s'assure que cette ou ces personnes référentes ainsi que toute autre personne impliquée directement ou indirectement dans l'exploitation de l'installation, y compris le personnel d'une entreprise tierce susceptible d'intervenir sur l'installation, sont formées "</p> <p>- "Ces formations sont renouvelées périodiquement, et a minima tous les cinq ans"</p> <p>Il convient que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>— mette à jour la liste des personnes référentes, d'autant qu'un responsable Sécurité en cours de recrutement aura en charge le sujet, avec une nouvelle organisation associée,</li> <li>— forme ou renouvelle la formation des concernés au plus vite ;</li> <li>— s'assure que les personnes externes susceptibles d'intervenir sur les TAR sont formées depuis moins de cinq ans.</li> </ul> <p>L'exploitant devra ainsi revoir la cohérence du contenu de l'AMR, mettre à jour le plan d'actions associé et pérenniser la révision de l'ensemble de ces éléments.</p> <p>Un travail de mise à jour des procédures (d'arrêt et de redémarrage) devra ainsi être mené. Celles-ci doivent être annexées au carnet de suivi (Art.26. IV.2 de l'arrêté du 14 décembre 2013). Les valeurs cibles, d'alerte et d'action ne sont ainsi pas clairement définies.</p> <p>Dans le cadre de la formalisation de son plan de surveillance des installations, l'exploitant devra définir ces différentes valeurs et les actions associées.</p> <p>L'exploitant devra tenir à jour dans le carnet de suivi l'ensemble des actions préventives, curatives et correctives effectuées sur l'installation.</p> <p>L'inspection des installations classées estime qu'il convient, dans le cadre des réflexions en cours, de réévaluer, avec le traiteur d'eau, la nécessité de maintenir ce traitement complémentaire par un biocide non oxydant qui ne correspond pas aux « bonnes pratiques ». Par ailleurs, il convient de s'interroger sur l'opportunité d'utiliser un biodispersant pour traiter le biofilm (voir guide Traitements pour la gestion du risque de prolifération des légionelles dans les installations de refroidissement – 2006 »).</p> <p>Inspection 2022 : NH3</p> <p>1. Lors de cet incident, la ventilation d'urgence n'a pas fonctionné, l'alimentation électrique ayant été coupée sur l'ensemble du site. Or cette ventilation aurait dû être secourue électriquement afin de pouvoir fonctionner. L'exploitant doit faire le nécessaire pour respecter l'article 42 concernant les mesures d'urgence en cas de franchissement des deux seuils de sécurité. Il informera l'inspection des installations classées, sous un mois, des mesures prises en ce sens avec proposition de calendrier de réalisation ainsi que de la quantité de NH3 rechargée suite à cet incident.</p> <p>2. L'exploitant précisera à l'inspection des installations classées, sous un mois, les mesures prises pour disposer de plans ou schémas de localisation des détecteurs avec leurs fonctionnalités, dont ceux visés par l'article 42, avec les moyens mis en oeuvre pour assurer en permanence l'efficacité de la détection en cas de fuite.</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitation se fait sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant (art 3.1 - Annexe I- AM 14/12/13). Un recrutement étant en cours, l'exploitant mettra à jour ce point en cas de changement de responsable de la surveillance de TAR.</p> <p>La liste des personnes référentes sur le sujet TAR est consultée. Les formations sont à jour (moins</p>

de 5 ans).

Le carnet de suivi des TAR est consulté. Il est renseigné régulièrement.

Les valeurs cibles, d'alerte et d'action ont été définies (seuils de conductivité redéfinies). L'exploitant transmettra à l'inspection les procédures, dont arrêt et redémarrage, associées à ces valeurs cibles.

Le traitement par biocide est en cours de modification tel que préconisé suite à l'inspection de 2021 : 4 TAR utilisent déjà un biocide oxydant et les modifications vont se poursuivre pour les 9 autres TAR du site.

Les suites données à l'inspection de 2021 sur les légionelles sont donc satisfaisantes.

S'agissant des suites données à l'inspection NH<sub>3</sub> de 2022 :

- il s'avère qu'effectivement **l'existence de groupes électrogènes n'est pas obligatoirement requise** (voir guide INERIS du 27/02/2015 pour la rédaction des EDD des installations de réfrigération à l'ammoniac, p.194)

Néanmoins, l'extracteur doit être alimenté par une alimentation secourue. Le terme **d'alimentation secourue signifie** que l'extracteur doit être maintenu en service en cas de mise en sécurité. **Des groupes électrogènes ne sont pas requis** ; parfois sur de grosses installations, des groupes électrogènes peuvent assurer un secours mais cette solution reste rare. Ainsi lors de l'atteinte du 2ème seuil de détection ammoniac qui conduit à la coupure électrique des installations dans la salle des machines (pour éviter l'explosion), **l'extracteur (comme le détecteur et l'éclairage de secours) doit être alimenté par une source indépendante des autres utilisateurs.**

**Le fonctionnement des extracteurs doit donc être assuré (même en cas de mise en sécurité de la salle des machines ou en cas de dépassement du 2nd seuil de détection gaz).**

- l'étude de dangers des installations à l'ammoniac (pages 293 à 308 de la pièce n°3) jointe au dossier d'autorisation déposé en juin 2021 par l'exploitant ne prend pas en compte, parmi les 8 scénarios étudiés, l'hypothèse de l'extraction d'air hors-service. **L'exploitant mettra donc à jour, sous 6 mois, son étude de dangers, en prenant comme hypothèse supplémentaire le non fonctionnement des dispositifs d'extraction d'urgence d'air et les portes de la salle des machines restant ouvertes.**

De plus, l'exploitant prendra en compte également l'hypothèse **d'une défaillance électrique qui durerait plusieurs jours**. La remontée en température de l'ammoniac et les risques de fuite associés seront évalués.

Enfin, l'incident en juin 2022 avait été causé par une fermeture trop rapide de vanne automatique. L'exploitant présentera les actions correctives mises en place.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 2 : Rejets atmosphériques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, article 2.3.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> respect des VLE (2.2.2) et des fréquences (2.3.1)
<b>Constats :</b> Les dernières analyses des rejets de la chaudière biomasse (Veritas, du 20 au 22/05/23) et des chaudières gaz (Veritas, 22/11/22) sont consultées. Elles sont conformes. S'agissant des chaudières gaz, la vitesse d'éjection est de 4,88 m/s pour la chaudière "BABCOCK" et 7,47 m/s pour la chaudière "STEIN". L'article 55 de l'arrêté ministériel "2910 Enregistrement" du 3 août 2018 précise que la vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 8 m/s si le débit d'émission de la cheminée considérée dépasse 5 000 m <sup>3</sup> /h. <b>L'exploitant justifiera qu'en marche nominale, la vitesse minimale d'éjection rappelée ci-dessus est respectée.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 3 : qualité des eaux rejetées

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, articles 3.4.3, 3.4.4 et 3.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Surveillance des eaux usées traitées : valeurs limites d'émission (art 3.4.3) et fréquence de mesures (article 3.4.6)
<b>Constats :</b>  Pour les eaux usées traitées : - la consultation des résultats sur GIDAF montre que les fréquences d'analyses sont respectées. En revanche, des dépassements chroniques sont constatés y compris pendant la saison hivernale où les eaux sont rejetées au milieu. Pour 2021 et 2022, sur ces périodes de novembre à mars, par rapport aux valeurs limites d'émission : - en concentrations, 9% de dépassements sur les MES et 5% sur le phosphore. - en flux, 13% de dépassements sur les MES et 14 % sur le phosphore (4% de dépassements du double de la VLE) <b>L'exploitant réalise sous 3 mois un bilan des causes de ces différents dépassements et des actions correctives mises en place ou à l'étude.</b>  - les derniers résultats d'analyses "complètes" (au sens paramètres à contrôler annuellement, selon 3.4.6 de l'AP) des eaux usées traitées sont consultés (Eurofins, 14/01/2022). Les résultats sont conformes. Les derniers résultats datant de près de 18 mois, <b>la fréquence minimale de mesures n'est pas respectée. L'exploitant réalise sous un mois une nouvelle analyse des paramètres "annuels".</b>  Pour les eaux pluviales, les fréquences d'analyses ne sont pas respectées. Des actions correctives sont en cours. <b>L'exploitant adressera sous 6 mois un bilan des données de suivi de ses eaux pluviales (surveillances quotidiennes, hebdomadaires, mensuelles et trimestrielles).</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 4 : Suivi du milieu (eaux)**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/05/2022, articles 3.4.3 et 3.4.5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, eau
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>étude de compatibilité milieu (3.4.3)</p> <p>"Sous un délai de six mois à compter de la signature du présent arrêté, l'exploitant est tenu de vérifier la compatibilité de ses rejets en micropolluants listés ci-dessus avec la qualité du milieu récepteur."</p> <p>"En conclusion de son étude de compatibilité, l'exploitant proposera également des valeurs limites de flux permettant de respecter les objectifs sus-mentionnés."</p> <p>Valeurs limites eaux issues du lait (3.4.5)</p> <p>"Sous un délai de 6 mois à compter de la parution du présent arrêté, l'exploitant propose à l'inspection une révision des valeurs limites applicables aux eaux issues du lait basée sur les résultats de la qualification des effluents et justifie la compatibilité des flux rejetés avec le milieu."</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant, qui devait avoir réalisé l'étude de compatibilité milieu avant le 16 novembre 2022 (date signature de l'AP + 6 mois), est en retard sur cette action. Il indique avoir rencontré des difficultés matérielles (inondations). Cette action est néanmoins lancée, avec le bureau d'études GES. <b>Les résultats, sur 6 points de mesures, sont attendus dans les prochaines semaines.</b></p> <p>S'agissant des eaux issues du lait, <b>l'exploitant a engagé, avec un financement de l'Agence de l'Eau, une cartographie de ses eaux issues du lait.</b> Ceci dans l'optique de la publication à venir d'un décret "réutilisation des eaux" spécifique aux industries agro-alimentaires. Ce projet de cartographie est lancé, la restitution est attendue au 1er semestre 2024. L'exploitant mènera ensuite le travail de révision des valeurs limites applicables aux eaux issues du lait, tel que prescrit par son AP d'autorisation (art 3.4.5). Il tient également informé l'inspection des installations classées des potentielles réductions de consommation d'eau liées au décret REUT avec un calendrier de mise en oeuvre.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Susceptibles de suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet